



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 37355-2
modifiant l'arrêté préfectoral n° 37355 du 30 avril 2008
autorisant la société TRANSFO SERVICES à exploiter
une installation de maintenance, reconditionnement et
démantèlement de transformateurs électriques
sur le territoire de la commune de Châteaubourg**

**Le préfet de la région Bretagne
Préfet d'Ille-et-Vilaine**

VU le code de l'environnement et notamment le livre V, Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la Directive IED n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU le décret du 10 octobre 2024 nommant M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral n° 37355 du 30 avril 2008 autorisant la société TRANSFO SERVICES à exploiter un atelier de maintenance, reconditionnement et démantèlement de transformateurs électriques à Châteaubourg ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 37355-1 du 9 août 2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 37355 du 30 avril 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

VU le rapport de base transmis le 6 décembre 2019 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 avril 2022 ;

VU le courrier en date du 12 avril 2022 par lequel la société TRANSFO SERVICES a été invitée à faire connaître ses observations au projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été transmis ;

VU les observations présentées par la société TRANSFO SERVICES par courrier du 27 juillet 2022 ;

VU le courrier en date du 20 juin 2024 par lequel la société TRANSFO SERVICES a de nouveau été invitée à faire connaître ses observations au projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été transmis ;

VU les observations présentées par la société TRANSFO SERVICES par courrier du 22 octobre 2024 ;

CONSIDÉRANT que l'établissement TRANSFO SERVICES relève de la directive IED au regard des activités de traitement des déchets menées sur le site de Châteaubourg ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale IED doit être reprise dans l'arrêté d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que les rejets aqueux des activités IED du site peuvent être à l'origine de nuisances ;

CONSIDÉRANT que les activités IED du site impliquent l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que ces deux conditions cumulées ont conduit l'exploitant à élaborer un rapport de base définissant l'état de pollution du sol et des eaux souterraines sur le périmètre IED de l'établissement ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions des articles R.581-45, R.515-60-f et R.515-70 du code de l'environnement, il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations, et notamment :

- celles relatives aux rubriques IED du site,
- celles relatives aux valeurs limites d'émission (VLE) et aux périodicités de surveillance des rejets aqueux,
- s'agissant des substances ou mélanges visés dans le rapport de base, celles relatives à la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que cet arrêté consiste uniquement à la prise en compte de

- la reprise des rubriques IED des installations,
- la modification des prescriptions relatives à la surveillance et aux valeurs limites d'émission des rejets aqueux,
- l'ajout de prescriptions relatives à la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT les observations de l'exploitant en date du 22 octobre 2024 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Exploitant titulaire de l'autorisation

L'arrêté préfectoral n°37355 en date du 30 avril 2008 autorisant la société TRANSFO SERVICES située ZAC de Goulgatière à Châteaubourg à exploiter un atelier de maintenance, reconditionnement et démantèlement de transformateurs électriques et l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 août 2010 sont complétés par les dispositions précisées dans les articles suivants.

Article 2 : Rubriques IED

Le tableau des installations soumises à autorisation préfectorale sous les rubriques de la nomenclature ICPE de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 août 2010 est complété par la ligne suivante :

Rubrique	Désignation de l'installation	Caractéristiques de l'installation	Régime
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Transit de transformateurs usagés pouvant être pollués au PCB : la quantité susceptible d'être présente est au maximum de 50 transformateurs soit 60 tonnes	Autorisation

Article 3 : Modification des valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Les dispositions de l'article 4.3.9 « Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 avril 2008 sont remplacées par les suivantes :

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°4 (cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)

Débit de référence	Maximal : 3 m³/jour	Moyen journalier : 3 m³/jour		Maximal : 3 m³/jour	Moyen journalier : 3 m³/jour	
Paramètres	Concentration maximale sur une période de 2 heures (applicables jusqu'au 16/08/22)	Concentration moyenne journalière (applicables jusqu'au 16/08/22)	Flux maximum journalier (kg/j) ou flux maximum spécifique (applicables jusqu'au 16/08/22)	Concentration maximale sur une période de 2 heures (applicables à compter du 17/08/22)	Concentration moyenne journalière (applicables à compter du 17/08/22)	Flux maximum journalier (kg/j) ou flux maximum spécifique (applicables à compter du 17/08/22)
DCO	2000 mg/l	2000 mg/l	6 kg/j	180 mg/l	180 mg/l	0,54 kg/j
MEST	600 mg/l	600 mg/l	1,8 kg/j	60 mg/l	60 mg/l	0,18 kg/j
Indice hydrocarburé	10 mg/l	10 mg/l	0,03 kg/j	10 mg/l	10 mg/l	0,03 kg/j
DBO5	800 mg/l	800 mg/l	2,4 kg/j	800 mg/l	800 mg/l	2,4 kg/j
Azote global	150 mg/l	150 mg/l	0,45 kg/j	150 mg/l	150 mg/l	0,45 kg/j
PCB	3,3 µg/l	3,3 µg/l	10 mg/j	3,3 µg/l	3,3 µg/l	10 mg/j
Phosphore total	50 mg/l	50 mg/l	0,15 kg/j	50 mg/l	50 mg/l	0,15 kg/j

Article 4 : Modification de la surveillance de la qualité des rejets des eaux résiduaires

Les dispositions de l'article 9.2.3 « Eaux usées industrielles - rejet n° 3 » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 avril 2008, sont remplacées par les suivantes :

Eaux usées industrielles - rejet n°3

Paramètres	Surveillance assurée par l'exploitant		
	Type de suivi	Périodicité de la mesure (applicables jusqu'au 16/08/22)	Périodicité de la mesure (applicables à compter du 17/08/22)
Débit	-	trimestrielle	trimestrielle
pH	-	trimestrielle	trimestrielle
DCO	Mesure des concentrations	trimestrielle	mensuelle
MEST	Mesure des concentrations	trimestrielle	mensuelle
Indice hydrocarbure	Mesure des concentrations	trimestrielle	trimestrielle
DBO5	Mesure des concentrations	trimestrielle	trimestrielle
Azote global	Mesure des concentrations	trimestrielle	trimestrielle
PCB	Mesure des concentrations	trimestrielle	trimestrielle

Phosphore total	Mesure des concentrations	trimestrielle	trimestrielle
PFOA	Mesure des concentrations	-	semestrielle
PFOS	Mesure des concentrations	-	semestrielle

Article 5 : Ajout de prescriptions relatives à la surveillance des rejets atmosphériques

L'article 9.2.1.2 « Contrôle des rejets atmosphériques à la sortie de l'étuve » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 avril 2008, est complété par le paragraphe suivant :

« Les PCB de type dioxine seront surveillés trimestriellement au niveau du conduit des étuves de séchage.

L'exploitant établit une synthèse annuelle des résultats de mesures obtenus. Cette synthèse comprend une comparaison avec les résultats des années précédentes ainsi qu'avec les hypothèses retenues dans l'étude sanitaire de 2012. »

Article 6 : Ajout de prescriptions relatives à la surveillance des sols et des eaux souterraines

Un Titre 5 bis « Surveillance des eaux souterraines et des sols » est ajouté à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 avril 2008 :

Article 5B.1 : surveillance des sols et des eaux souterraines :

Un programme de surveillance de la qualité des sols et des eaux souterraines est mis en place selon les modalités suivantes :

- surveillance décennale des sols pour les paramètres suivants : hydrocarbures totaux et PCB sur les points de sondage identifiés dans le rapport de base du E3316 du 14 novembre 2019 ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente ;
- surveillance 3 fois par an des eaux souterraines pour les paramètres suivants : hydrocarbures totaux et PCB sur au moins 3 piézomètres, dont 2 au moins implantés en aval du site, définis à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique.

Article 5B2 : mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

Article 7 : Délai et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publicité du présent arrêté ;

2°- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité.

Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R.181-51).

Article 8 : Publicité

- En vue de l'information des tiers :
 - une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Châteaubourg et peut y être consultée ;
 - un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
 - un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
 - l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Fougères-Vitré, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TRANSFO SERVICES et dont une copie sera adressée au maire de Châteaubourg.

Fait à Rennes, le 04/11/2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Larrey', written over a horizontal line.

Pierre LARREY